A

[I - A)] – Au lendemain de la WWII, un tournant majeur dans la politique étrangère étasunienne au XXe siècle

0° - *Laisser une dizaine de ligne en dessous de l'activité précédente (autre possibilité : vous pouvez choisir de travailler sur la page de droite et d'utiliser la page de gauche pour la correction/mise en commun), noter le titre de cette activité en rouge et le souligner.*

- Q° 1 p. 49 - De quels atouts disposent les États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ?

> *La carte traite des États-Unis, puissance mondiale, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1949, puisque la carte intègre l'existence des deux États allemands (on rappellera en revanche que l'Inde devient indépendante en 1947). Les atouts dont disposent alors les États-Unis, tels qu'ils sont suggérés dans la légende, sont multiples : les États-Unis dominent les principales organisations internationales, politiques (l'ONU), monétaires (le FMI, la BIRD) et commerciales (le GATT) ; ils disposent seuls (jusqu'en 1949) de l'arme nucléaire ; leurs troupes sont présentes en Europe occidentale comme en Asie ; ils ont pris la tête, dans la Guerre froide qui commence, du camp occidental (pacte de Rio en 1947, alliance Atlantique en 1949). Ils ne sont toutefois pas la seule superpuissance puisque l'URSS leur oppose un modèle idéologique, économique et politique radicalement différent et forme, avec les pays d'Europe de l'Est et bientôt la Chine, un bloc relativement homogène et concurrent.*

- Q° 1 p. 53 - Pourquoi les États-Unis acceptent-ils désormais de s'engager pleinement sur la scène internationale ?

> *La résolution Vandenberg adoptée par le Sénat le 11 juin 1948 permet aux États-Unis de signer des alliances en temps de paix et clôt définitivement le chapitre de l'isolationnisme. Elle ouvre également la voie à la signature de l'Alliance Atlantique, le 4 avril 1949. Dans le document 1, Truman rappelle pourquoi les États-Unis ont fait le choix d'assumer désormais les responsabilités que leur confère leur puissance – il disait déjà la même chose dans son discours du 12 mars 1947 pour justifier l'aide aux gouvernements grec et turc menacés par le communisme.*

Par deux fois, en 1917 et 1941, les États-Unis ont été jetés dans un conflit mondial auquel ils avaient voulu rester étrangers ; mieux vaut à l'avenir travailler activement à maintenir le monde en paix que de s'en désintéresser et risquer à nouveau de faire les frais d'une troisième guerre mondiale.

Il s'agit aussi de faire triompher dans le monde entier les valeurs qui sont celles des États-Unis.

Ce messianisme trouve dans la Guerre froide, à travers l'opposition au contre-modèle communiste – lui aussi à vocation universelle –, une nouvelle dynamique qui en fait le moteur idéologique de la politique étrangère américaine, alimenté par une rhétorique dont le discours de Kennedy (doc 3) fournit un bel exemple.

- Q° 1 p. 55 - En quoi consiste le système mis en place à Bretton Woods ?

> *Les accords de Bretton Woods signés le 22 juillet 1944 entre 44 pays, après trois semaines de débat, mettent en place un nouveau système monétaire international. Le chef de la délégation britannique, John M. Keynes, aurait souhaité un système fondé sur une unité monétaire non nationale créée pour l'occasion, le bancor, mais c'est le plan d'Harry White, pour les États-Unis, beaucoup plus traditionnel, qui s'impose. Le nouveau système repose sur le dollar, seule monnaie convertible en or au taux fixe de 35 dollars l'once (31,1 g). Les États-Unis, qui détiennent alors 70 % du stock d'or mondial, sont en effet les seuls à pourvoir garantir la convertibilité. Les autres monnaies, notamment les monnaies européennes, fixent leurs cours par rapport au dollar et peuvent être sujettes à des dévaluations. En 1947, la Grande-Bretagne tente à son tour de rendre la livre convertible en or : l'expérience dure quelques mois, la Banque d'Angleterre étant rapidement incapable de faire face à l'afflux des demandes de conversion. Le dollar reste le seul et unique pivot du système. Les accords de Bretton Woods sont également à l'origine d'un fonds de stabilisation constitué des dépôts des États membres, le FMI, chargé de venir en aide aux monnaies en difficulté pour éviter les dévaluations soudaines et trop importantes (les États-Unis font des monnaies des années 1930 une des causes principales de la montée des tensions politiques), et*

d'une banque de reconstruction, la BIRD, chargée de financer des projets à long terme.

B

[I - B)] – Malgré le contexte de la Guerre froide, les ÉUA développent une puissance sans précédent

0° - *Laisser une dizaine de ligne en dessous de l'activité précédente (autre possibilité : vous pouvez choisir de travailler sur la page de droite et d'utiliser la page de gauche pour la correction/mise en commun), noter le titre de cette activité en rouge et le souligner.*

- Q° 2 p. 49 - Quels types de liens unissent les États-Unis à leurs alliés dès les débuts de la Guerre froide ?

> *La carte permet d'insister sur les relations économiques : commerciales (le GATT signé en 1947, simple accord après l'échec de la création d'une organisation mondiale du commerce) et financières (la mise en place d'un nouveau système monétaire international à Bretton Woods en 1944, le plan Marshall). On notera seulement, à ce stade de l'étude, que le siège des nouvelles organisations internationales se situe aux États-Unis et que l'aide Marshall est évidemment à sens unique, signes d'un déséquilibre patent entre les différents partenaires. L'alliance atlantique de 1949 (et l'organisation militaire de cette alliance – l'OTAN – mise en place à partir de 1950 au lendemain de la guerre de Corée) instaure un autre type de relations, militaires cette fois : dans l'esprit de ses signataires (américains et européens), le pacte ne se limite d'ailleurs pas à une simple alliance militaire défensive ; il rassemble des pays qui partagent les mêmes valeurs (démocratie, libertés, etc.) et incarnent une communauté idéologiquement unie face au monde communiste.*

- Q° 3 p. 49 - Comment se manifeste le containment ?

> *La doctrine du containment, largement inspiré par le diplomate George F. Kennan, est définie en 1946, adoptée par l'administration Truman et mise en place dès 1947. Partant de la conviction que le régime soviétique est par nature*

expansionniste, elle consiste à endiguer cette expansion en aidant les régimes menacés par le communisme (ou du moins perçus comme tels), comme la Grèce, la Turquie ou la Chine. La signature d'alliances militaires entre les États-Unis et les pays limitrophes du bloc communiste, à la fin des années 1940 et au début des années 1950, fournit ensuite un cadre institutionnel au containment. La projection adoptée pour la carte permet bien de mesurer l'impression d'encerclement que l'URSS retire très tôt de cette situation.

- Q° 2 p. 53 - Où se situent les principaux alliés des États-Unis durant la Guerre froide ?

> *Dans les années 1950, la « pactomanie » des États-Unis les conduit à signer tout un ensemble de traités régionaux, visant dans le cadre du containment à encercler l'URSS à l'Ouest (l'OTAN), au Sud (le pacte de Bagdad) et à l'Est (l'OTASE, le traité de San Francisco avec le Japon). Il s'agit aussi de pallier les insuffisances de l'ONU, dont la logique universelle ne peut s'exprimer dans le contexte de Guerre froide. Les États-Unis consolident également les relations qui les unissent aux pays d'Amérique latine (pacte de Rio), qui continue d'être considérée comme une zone d'influence privilégiée et exclusive. De ce point de vue, la fin du discours de Kennedy, alors que quelques mois plus tôt, Cuba avait annoncé son ralliement au bloc communiste, est éclairante et montre que si l'on a changé d'ère, les États-Unis n'ont pas pour autant renoncé à tous les aspects de la doctrine Monroe (La doctrine de Monroe a caractérisé la politique étrangère des États-Unis durant le XIXe et le début du XXe siècle. Tirée du nom d'un président républicain des États-Unis, James Monroe, elle condamne toute intervention européenne dans les affaires « des Amériques » (tout le continent) comme celle des États-Unis dans les affaires européennes.).*

- Q° 3 p. 53 - De quelle nature sont les liens unissant les États-Unis à leurs alliés ?

> *Ces liens sont évidemment de nature militaire (les pactes et alliances fonctionnent comme des alliances militaires défensives), diplomatique et économique (le GATT ou le FMI, d'ailleurs dirigés beaucoup plus contre les partenaires et concurrents occidentaux que contre l'URSS), mais aussi idéologiques.*

Le texte de Truman insiste bien sur ce point fondamental : l'alliance atlantique, dès l'origine, n'est pas conçue comme un seul accord militaire mais comme une véritable communauté de valeurs et de solidarités reposant, contrairement au bloc communiste édifié sous la contrainte, sur l'adhésion volontaire de ses membres.

- Q° 4 p. 53 - Que dénonce cette affiche ? Dans quel contexte est-elle éditée ?

> *Cette célèbre affiche est éditée par le parti communiste français au plus fort de la Guerre froide, au début de 1953, juste avant la mort de Staline et l'armistice de Panmunjom qui met fin à la guerre de Corée. Elle veut dénoncer l'impérialisme américain, qui prend ici la forme d'une pieuvre sortant de l'eau (l'océan atlantique) pour étendre ses tentacules sur la France et les autres pays d'Europe occidentale. Les dollars figurant sur les yeux du monstre renvoient au plan Marshall, qui a permis aux bénéficiaires de se reconstruire en achetant des produits américains ; le slogan « les Américains en Amérique », variante du bien connu « US Go home », rappelle que dans le cadre de l'OTAN, 300 000 soldats américains ont repris pied en Europe occidentale à partir de 1950-1951. L'affiche assimile cette présence à une forme de colonisation – nous sommes également en pleine guerre d'Indochine et le débat sur la décolonisation est d'actualité. Cet anti-américanisme politique et idéologique s'explique évidemment dans le contexte de la Guerre froide et de la compétition sans merci que se livrent les deux blocs, le PCF se faisant ici le fidèle relais de la propagande soviétique.*

- Q° 5 p. 53 - Que reproche le général de Gaulle aux États-Unis ?

> *Dans ce discours célèbre prononcé lors d'un voyage au Cambodge, de Gaulle dénonce l'enlisement militaire des États-Unis au Vietnam – l'engagement américain a pris une dimension nouvelle depuis 1964 et atteint son maximum en 1968. S'il ne met pas en doute la victoire militaire probable des États-Unis dans le conflit, il met en garde contre ses conséquences diplomatiques et morales désastreuses et dénonce une politique d'ingérence en contradiction avec les principes qui ont toujours été mis en avant par les États-Unis. Implicitement, de*

Gaulle, esquisse ici un parallèle avec la guerre d'Algérie à laquelle, quatre ans plus tôt, il avait su mettre fin.

Plus généralement, et les premières lignes du texte le rappellent, de Gaulle, sans jamais remettre en cause l'Alliance Atlantique, – la France quitte la même année les structures militaires de l'OTAN mais reste bien présente dans ses structures civiles – conteste le leadership américain au sein du monde occidental. Il revendique pour son pays l'indépendance, le choix de ses alliances et de sa politique. Il s'agit là d'une tout autre forme d'antiaméricanisme que celui professé par le PCF, beaucoup moins radical, mais qui contribue à largement diffuser ce sentiment dans la société française.

- Q° 6 p. 53 - Comment les États-Unis en sont-ils venus à agir en contradiction avec leurs propres valeurs et leurs propres promesses ?

> *Le contraste est grand, parfois, entre le discours affiché, les références constantes aux valeurs inspirées des droits de l'Homme, la notion même de « monde libre », et les réalités de la politique américaine, au Vietnam ou sur le continent latinoaméricain. La priorité donnée à la lutte contre le communisme, mais aussi la volonté de préserver ou d'étendre leurs intérêts, a conduit les États-Unis à soutenir, en Amérique latine, en Afrique et en Asie, des régimes dictatoriaux, et, finalement, à se comporter comme une grande puissance « ordinaire », en dehors de toute considération morale. La poignée de mains entre Kissinger – l'apôtre de la Realpolitik – et Pinochet – ici légèrement penché vers son interlocuteur, en signe d'allégeance, alors que c'est lui qui reçoit le secrétaire d'État américain – illustre bien ces ambiguïtés. Le traumatisme du Vietnam poussera Carter, entre 1977 et 1980, à tenter de moraliser la politique étrangère américaine, en retirant son soutien à plusieurs régimes d'extrême droite, quitte à céder du terrain au communisme, comme au Nicaragua. Reagan, dans les années 1980, redonnera la priorité à la lutte contre « l'empire du Mal ».*

- Q° 2 p. 55 - Comment s'expliquent les difficultés monétaires rencontrées par les États-Unis dans les années 1960 ?

> *Le dollar étant la principale monnaie d'échanges et le volume du commerce mondial ne cessant de s'accroître au cours des Trente glorieuses, le nombre de dollars en circulation atteint rapidement un niveau que l'encaisse-or de la Federal Reserve Bank ne suffit plus à garantir. La devise américaine étant également monnaie de réserve, les principales puissances mondiales stockent des dollars en grande quantité, dont elles menacent à tout moment de réclamer la conversion en or – c'est la politique suivie notamment par la France de Charles de Gaulle en 1966. Tout dépend donc de la confiance que les détenteurs de dollars continuent d'avoir en la monnaie américaine.*

Or, dans les années 1960, les États-Unis connaissent des difficultés qui creusent leur déficit (25 milliards $ en 1968) et érodent cette confiance. Le déficit s'explique par un certain nombre de dépenses, dues à la guerre du Vietnam (140 milliards $ au total), au programme spatial, aux réformes sociales et éducatives lancées sous la présidence Johnson, dépenses financées par l'inflation. Le 15 août 1971, Nixon annonce la suspension de la convertibilité du dollar en or, les États-Unis n'étant plus capables de faire face à la spéculation dont leur monnaie est alors l'objet.

Étonnamment, il en rend responsables les pays d'Europe et d'Asie qui ont bénéficié depuis 1945 de l'aide américaine et qui, devenus des concurrents, n'ont selon lui pas joué le jeu.

- Q° 5 p. 55 - En quoi le dollar permet-il aux États-Unis de renforcer leur domination sur le monde occidental ?

> *Rappelons qu'en matière monétaire, les principaux concurrents des États-Unis, en 1945, étaient bien plus la Grande-Bretagne, voire la France, que l'URSS (celle-ci n'envoie qu'un observateur à Bretton Woods et ne fait évidemment pas partie du système et de ses institutions). La monnaie sert d'abord à renforcer l'hégémonie des États-Unis dans leur propre camp. Le Général de Gaulle ne s'y trompe pas, et décide en 1966 de vendre les dollars détenus par la Banque de France, tant pour contester cette hégémonie que dans la perspective bien illusoire*

de rendre à terme le franc convertible en or (il réitère ainsi la politique pratiquée en 1928-1932, qui avait déjà passablement refroidi les relations francoaméricaines).

Le document 2 montre que la géographie des investissements directs américains épouse celle de leur influence politique. Cantonnés au continent américain et à l'Europe occidentale en 1946, ils se diversifient dans les décennies suivantes, même si le Canada et l'Amérique latine continuent d'en absorber plus de la moitié. En moins de 20 ans, leur valeur est multipliée par 6.

- Noter et apprendre les dates p. 56

- Q° 1 p. 57 - En quoi consiste la doctrine Reagan ? Quelle politique étrangère implique-t-elle ?

> *Élu en novembre 1980, Ronald Reagan impose une politique étrangère fondée sur quelques idées simples, voire simplistes, mais efficaces. Son objectif est de restaurer la puissance américaine mise à mal par la guerre du Vietnam et la politique parfois hésitante de son prédécesseur. Cela passe par une lutte de tous les instants contre l'URSS, qualifiée d'« Empire du Mal », de façon, dans un premier temps, à rétablir l'équilibre, puis, dans un second temps, à prendre l'initiative pour accepter enfin de négocier en position de force. D'où un soutien sans faille aux dictatures pro-occidentales (Salvador, Afrique du Sud, Chili…) et aux guérillas anticommunistes (Nicaragua, Angola, Éthiopie…), l'embargo technologique décrété contre l'URSS à la suite de la proclamation de l'état de siège en Pologne (décembre 1981), le déploiement des Pershing et des Cruise face aux SS-20 soviétiques, ou le lancement de l'Initiative de défense stratégique. Il ne s'agit plus seulement de contenir l'expansionnisme réel ou supposé de l'Union soviétique, mais d'intervenir partout où c'est possible – y compris au cœur du bloc – pour tenter de faire refluer l'influence communiste ; le rollback succède au containment.*

La doctrine Reagan, telle que la définit le texte, repose sur une foi absolue dans le messianisme américain, en particulier dans sa dimension religieuse, la conviction de la supériorité du modèle incarné par les États-Unis et de l'imminence de l'effondrement du système soviétique.

- faire une carte mentale ou un plan détaillé du cours pp. 58-59

C

[II - A)] – Le nouvel ordre mondial et l'hyperpuissance étasunienne après la chute du bloc de l'Est

0° - *Laisser une dizaine de ligne en dessous de l'activité précédente (autre possibilité : vous pouvez choisir de travailler sur la page de droite et d'utiliser la page de gauche pour la correction/mise en commun), noter le titre de cette activité en rouge et le souligner.*

- Q° 1 p. 51 - De quels atouts disposent les États-Unis dans le monde de l'après-Guerre froide ?

> *Les deux cartes tentent de rendre, de manière forcément incomplète, les diverses facettes de l'hyperpuissance des États-Unis de l'après-Guerre froide : militaire et diplomatique, économique et commerciale, technologique et culturelle. Dans tous ces domaines, les États-Unis exercent dans les années 1990, après la désagrégation de l'union soviétique, une supériorité, voire une suprématie, sur l'ensemble de leurs concurrents. L'influence culturelle étant particulièrement difficile à matérialiser sur une carte, on a choisi d'insister sur quelques aspects emblématiques, parmi d'autres possibles.*

- Q° 2 p. 51 - Vers quelles aires géographiques s'exprime principalement leur influence ? Sur quels continents sont-ils intervenus militairement depuis 1990 ?

> *On notera que cette puissance s'exerce sur tous les continents sans exception, ne serait-ce que par le biais des interventions militaires, même si l'Afrique, sur d'autres plans, semble largement délaissée (flux commerciaux et Internet quasiment inexistants). Les principaux partenaires/rivaux sont en Europe, en Asie et en Amérique latine, qu'il s'agisse des deux autres pôles de la Triade (Union européenne et Asie de l'Est) ou des grandes puissances émergentes (Brésil, Russie, Inde et Chine, auxquels la carte ajoute le Mexique et pourrait adjoindre l'Afrique du Sud, la Corée du Sud ou encore la Turquie).*

- Q° 3 p. 55 - Pourquoi le dollar reste-t-il la première monnaie internationale après la fin du système de Bretton Woods ?

> *Ce sont les accords de la Jamaïque, en 1976, qui officiellement mettent fin au système de Bretton Woods et instaurent le régime des changes flottants, où les monnaies ne sont plus évaluées par rapport à un étalon commun. Le dollar reste toutefois la première monnaie internationale de réserve et d'échanges, parce que c'est celle de la première économie mondiale, qu'elle inspire plus confiance que les autres et que les cours des matières premières continuent d'être libellés en dollars malgré la montée en puissance d'autres monnaies comme le yen, l'euro, voire le yuan.*

- Q° 6 p. 57 - En quoi ce texte veut-il illustrer la fin de la Guerre froide ? Pourquoi l'OTAN estime-t- elle en sortir victorieuse ?

> *L'effondrement des régimes communistes en Europe centrale et orientale, en 1989 et 1990, en attendant la fin de l'URSS en décembre 1991, marque la fin de la Guerre froide et, par contrecoup, la « victoire » des Occidentaux, tant sur le plan idéologique « le choix de la liberté, du libéralisme économique » que sur le plan stratégique. Il s'agit d'une victoire obtenue de façon pacifique, par retrait d'un des deux protagonistes, mais qui ne se fait pas sans heurts – le texte n'évoque pas la « révolution » roumaine, violente et controversée, ni les risques d'embrasement en Yougoslavie. Contrairement au Pacte de Varsovie, dissous en 1991, l'OTAN prolonge son existence au-delà de la Guerre froide, intégrant en 1999 et 2004 la plupart des anciens satellites de l'Union soviétique – et même certaines de ses anciennes républiques, comme les pays baltes. Sa « victoire » est alors complète…*

- Q° 1 p. 61 - Pourquoi la puissance américaine sort-elle renforcée de la Guerre froide ?

> *Les États-Unis sortent vainqueurs de la Guerre froide ; ils n'ont plus ni égaux, ni rivaux. Ils en profitent pour étendre leur influence dans les régions ou sur les pays qui étaient jusqu'alors proches de l'URSS. C'est notamment le cas en Europe centrale et orientale, où ils font quasiment figure de libérateurs et où leur prestige est immense : ces pays, qui posent rapidement leur candidature à l'OTAN*

et qui y adhérent en 1999 (pour la Pologne, la Hongrie et la République tchèque) ou en 2004 (pour la plupart des autres) sont parmi les plus fidèles soutiens des États-Unis en 2003, dans les premiers temps de la guerre en Irak. C'est vrai aussi au Moyen-Orient, où la guerre du Golfe de 1990-1991 est l'occasion pour Washington de se rapprocher d'un certain nombre de pays, comme la Syrie, et de renforcer sa présence militaire dans toute la région.

- Q° 2 p. 61 - Pourquoi les États-Unis peuvent-ils particulièrement compter sur leur « puissance douce » ?

> *Le texte de Joseph Nye définit clairement ce que son auteur entend par puissance dure et puissance douce. Nye remarque que la fin de la Guerre froide bouleverse l'importance relative des critères de puissance. Alors que la Guerre froide et ses tensions mettaient en avant la puissance dure, notamment dans ses aspects militaires les plus affirmés (la course aux armements, l'équilibre de la terreur, la nécessité pour figurer comme une grande puissance de se doter de l'arme nucléaire), les années 1990 diversifient ces critères et donnent à la puissance économique ou à l'influence culturelle une importance désormais prépondérante. Le renouveau du multilatéralisme, dans sa dimension universelle, à l'ONU ou ailleurs, confère également à celui qui sait « obtenir des autres qu'ils veuillent faire ce qu'on veut qu'ils fassent » une aura particulière qui lui permet de définir l'ordre du jour et de diriger les débats. Nye remarque aussi que dans ce monde plus ouvert, les États-Unis sont les seuls à disposer de toutes les facettes de la puissance, et à pouvoir en jouer à leur guise.*

- Q° 3 p. 61 - Quels sont les choix de politique étrangère qui s'offrent aux États-Unis ?

> *Ce n'est pas parce qu'un pays a les moyens de mener une politique de puissance, voire une politique impérialiste, qu'il le fait forcément. Mais les États-Unis ont, au sortir de la Guerre froide, un avantage sur l'ensemble de leurs concurrents : ils ont le choix ; ce sont eux, et eux seuls, qui décident s'ils souhaitent exercer leur puissance dans un cadre multilatéral, en collaboration avec leurs alliés et l'ensemble de la communauté internationale, ou s'ils préfèrent agir de*

façon unilatérale, au mieux de leurs seuls intérêts ; c'est à eux de décider s'ils souhaitent privilégier les moyens d'action du hard power, du soft power, ou jouer également sur tous les tableaux. Le texte d'Hubert Védrine pose bien les termes du grand débat de l'après-Guerre froide – le rapport aux autres –, auquel Bill Clinton, dès 1993, apporte une première réponse : les États-Unis interviendront désormais dans le monde entier, pour favoriser l'extension de leurs valeurs – démocratie et économie de marché – mais aussi avec la ferme intention d'être au centre de la scène internationale et de jouer les premiers rôles.

D

[II - B)] – Malgré la fin de la Guerre froide, la politique étrangère des ÉUA se heurte à des résistances de plus en plus vives

0° - *Laisser une dizaine de ligne en dessous de l'activité précédente (autre possibilité : vous pouvez choisir de travailler sur la page de droite et d'utiliser la page de gauche pour la correction/mise en commun), noter le titre de cette activité en rouge et le souligner.*

- Q° 3 p. 57 - Pourquoi l'auteur estime-t-il que les bases de la puissance américaine sont fragiles ?

> *Dans cet ouvrage paru en anglais en 1987, Paul Kennedy, en une vaste synthèse, étudie les causes politiques et économiques de l'essor des grandes puissances mondiales depuis le XVIe siècle et les raisons de leur déclin. Le livre s'achève sur une analyse des forces et des faiblesses des puissances actuelles, dont un ultime chapitre qui a fait beaucoup pour la célébrité de l'ouvrage, consacré aux États- Unis et au « déclin relatif de la première puissance mondiale ».*

Pour Kennedy, les États-Unis souffrent de « surexpansion impériale » : ils les estiment incapables, à l'avenir, d'assumer l'ensemble des engagements pris au temps de la Guerre froide, alors que de plus en plus, leur économie subira la concurrence des puissances émergentes. On a pu contester sur le moment une analyse qui insistait sur le déclin des États-Unis, à la veille de l'effondrement de leur principal concurrent, l'URSS. Avec le recul, ce sont pourtant certaines des fragilités futures de l'hyperpuissance américaine des années 2000 que l'étude met en lumière.

- Q° 3 p. 51- Quelles formes la contestation de cette puissance prend-elle ?

> *La contestation de cette puissance peut prendre les formes classiques et pacifiques de la compétition économique, ou beaucoup plus radicales lorsqu'il s'agit des attentats perpétrés par Al-Qaida contre les États-Unis, leurs intérêts et leurs alliés. Ce sont les États-Unis eux-mêmes qui n'hésitent pas non plus à identifier leurs ennemis : George W. Bush parlait en 2002 de l'« axe du mal » (Corée du Nord, Iran, Irak, cf. doc. 1 p. 62) ; la secrétaire d'État, Condoleezza Rice, évoquait en 2005 « les postes avancés de la tyrannie » (Corée du Nord, Iran, Birmanie, Cuba, Zimbabwe, Biélorussie), présents sur tous les continents.*

- Q° 4 p. 51 - Quels éléments peuvent être considérés comme un héritage de la Guerre froide ?

> *Cette puissance actuelle doit beaucoup à la Guerre froide, qui a donné aux États-Unis l'occasion de renforcer et de diversifier leurs moyens d'action dans le monde. Un certain nombre d'éléments sont des survivances de cette époque : un réseau serré de bases militaires dont le tracé épouse toujours, en gros, celui du temps de la Guerre froide ; les sept flottes qui contrôlent en permanence les océans et les mers principales ; l'Alliance Atlantique et son organisation militaire (l'OTAN), qui a su pour subsister s'élargir et redéfinir le cadre et la nature de ses missions (interventions « hors-zone », notamment en ex-Yougoslavie et en Afghanistan).*

- Q° 4 p. 61 - Quels sont les points faibles de l'économie américaine ?

> *Les États-Unis sont l'un des principaux acteurs de la mondialisation. Comme tels, ils en profitent, mais ils ne sont pas les seuls. La mondialisation, par définition, crée des phénomènes d'interdépendance, tant dans les domaines diplomatique qu'économique et financier, qui limitent l'exercice de la puissance en l'enserrant dans des réseaux de contraintes multilatérales.*

L'économie américaine n'échappe pas à la règle et les deux tableaux sont là pour illustrer la dépendance croissante des États-Unis à l'égard des importations chinoises et des achats de pétrole à l'étranger. On insistera sur la complexité des relations sinoaméricaines, deux rivaux et partenaires interdépendants, et sur les

moyens de pression dont la Chine – qui accumule les dollars – dispose désormais à l'égard des États-Unis.

- Q° 5 p. 61 - Décrivez la scène. Que révèlent les attentats du 11 septembre 2001 ?

> *Les attentats du 11 septembre 2001 ayant déjà fait l'objet d'une étude spécifique en classe de Première, on ne reviendra pas sur les détails des événements. Le drapeau flotte, en berne, sur les ruines de ce qui constituait l'un des symboles les plus visibles de la prospérité économique et commerciale des États-Unis. En arrière-plan, la banderole « We will never forget » illustre le profond traumatisme de la société américaine, difficile à mesurer en Europe. Les attentats ont soudainement révélé aux Américains que leur modèle pouvait être contesté, que leurs valeurs, loin d'être universelles, ne faisaient pas l'unanimité, que leur politique pouvait être jugée arrogante et, surtout, que leur territoire, inviolé durant la Guerre froide – en fait depuis Pearl Harbor –, n'était plus invulnérable.*

- Q° 6 p. 61 - À quels nouveaux types de conflits le monde de l'après-Guerre froide – et notamment les États-Unis – doit-il faire face ?

> *Ces attentats sont vécus par les Américains comme un véritable acte de guerre ; leurs alliés de l'OTAN leur proposent d'ailleurs d'activer l'article 5 de l'Alliance Atlantique. Il s'agit toutefois d'un type de conflit absolument nouveau, asymétrique, opposant un État à un terrorisme global, qui ne représente ni un peuple, ni une nation, ni une religion – même s'il utilise l'Islam comme moteur –, mais qui s'appuie sur des réseaux extrêmement complexes à identifier et à combattre. On aurait pu croire qu'à cette menace nouvelle répondrait une nouvelle forme de coopération internationale, dans un cadre multilatéral, qui aurait usé de toutes les formes de riposte envisageables : diplomatique et militaire, mais aussi économique et financière. En réalité, l'adversaire a rapidement été circonscrit et ramené dans un cadre identifiable et plus facile à combattre, celui de l'État protégeant ou censé protéger le terrorisme (l'Afghanistan, l'Irak). Le combat contre le terrorisme n'est pas devenu le nouveau grand principe organisateur des relations internationales.*

- Q° 1 p. 63 - Comment George Bush justifie-t-il l'intervention américaine en Irak ?

> *Au lendemain des attentats du 11 septembre, les États-Unis établissent un lien entre cette nouvelle forme de terrorisme, dont ils sont les principales victimes, et les États qui, depuis un certain temps, détiennent ou cherchent à détenir des armes de destruction massive (nucléaires, chimiques et bactériologiques).*

Depuis 1990, la prolifération des ADM était considérée par Washington comme le principal risque auquel le monde de l'après-Guerre froide avait à faire face et figurait déjà parmi les raisons qui avaient justifié la guerre du Golfe. Lier les deux phénomènes permet à George Bush – et aux néoconservateurs qui inspirent sa politique – de désigner les États qui selon lui, après l'Afghanistan, soutiennent le terrorisme, préparant ainsi une éventuelle intervention sous forme de guerre préventive. Dans ce célèbre discours sur l'état de l'Union, le Président américain stigmatise la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak, qu'il qualifie d'« axe du Mal », faisant écho à la non moins célèbre formule de Reagan sur l'Union soviétique (l'« Empire du Mal »).

En reprenant une rhétorique éprouvée, Bush veut inscrire ce nouveau combat dans le prolongement des grandes luttes auxquelles les États-Unis ont participé au XXe siècle : après avoir vaincu le nazisme, puis le communisme, ils vaincront le terrorisme.

- Q° 2 p. 63 - Quels arguments D. de Villepin avance-t-il pour s'opposer à l'intervention américaine contre l'Irak ? **Q° 3 p. 63** - Montrez que les alliés traditionnels des États-Unis sont divisés à propos de cette guerre.

> *Au Conseil de sécurité, la France prend la tête de l'opposition à l'intervention militaire. Pour Dominique de Villepin, dont le discours, fait rarissime, est applaudi par l'assistance, il n'existe aucune preuve que le gouvernement irakien soutienne Al-Qaida ou détienne des ADM – on établira par la suite qu'effectivement celles-ci avaient été détruites avant l'intervention.*

Le ministre français met également en garde contre les conséquences à long terme d'une guerre et l'impact qu'une telle décision aurait dans l'ensemble du

Moyen-Orient. Il en appelle enfin aux idéaux de l'ONU, estimant que toutes les solutions diplomatiques n'ont pas été épuisées.

La guerre divise profondément la communauté internationale, jetant le trouble au sein même de l'Union européenne ou de l'Alliance Atlantique. Des pays comme la France et, plus étonnant, comme l'Allemagne, la Belgique ou le Canada, voire la Turquie, qui avaient toujours été de proches soutiens des États-Unis, condamnent l'intervention ou prennent leurs distances. La Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et tous les pays d'Europe centrale et orientale, en revanche, soutiennent Washington. Comme le dit Paul Wolfowitz, secrétaire-adjoint à la Défense et théoricien néoconservateur, donnant ainsi une bonne définition de l'unilatéralisme : « ce sont les missions qui déterminent les coalitions et non les coalitions qui déterminent les missions ».

- Q° 4 p. 63 - Quelle mission les États-Unis se donnent-ils en Irak ?

> *Pour les néoconservateurs, la sécurité du monde passe par l'extension de la démocratie et de l'économie de marché. Mais contrairement aux wilsoniens, ils sont persuadés que les États-Unis doivent utiliser tous les moyens qui sont à leur disposition, y compris l'emploi de la force armée, pour parvenir à cet objectif. Le but est donc de renverser le régime de Saddam Hussein – ce qui est rapidement réalisé – et de mettre en place les institutions d'un État démocratique, avec l'idée que l'exemple irakien provoquera dans tous les pays du « grand Moyen-Orient » une vague de contestation conduisant à la démocratisation progressive de la région. Les élections de 2005 – constituantes et législatives – sont les premières élections libres de l'histoire du pays. La participation relativement faible de janvier 2005 s'explique par le boycott des partis sunnites.*

- Q° 5 p. 63 - Quelles difficultés rencontrent-ils ?

> *L'ONU, sans pour autant légitimer a posteriori la guerre, reconnaît aux États-Unis et à la Grande-Bretagne la qualité de puissances occupantes, leur conférant ainsi la responsabilité de l'administration provisoire de l'Irak, en attendant le rétablissement de sa pleine et entière souveraineté. La tâche est lourde :*

contrôler l'ensemble du territoire, assurer la sécurité des populations, préparer la transition démocratique. La présence des troupes américaines provoque la colère d'une frange de plus en plus importante de la population, notamment parmi les chiites, se traduisant par des manifestations hostiles et des vagues d'attentats meurtriers. Confrontés aux difficultés du State Building, les États-Unis comprennent que la démocratie ne saurait être imposée, surtout par les armes.

- Q° 6 p. 63 - Pourquoi Barack Obama décide-t-il le retrait des troupes ? Comment présente-t- il sa décision ?

> *Le nombre de victimes parmi les troupes américaines, l'hostilité croissante de l'opinion, aux États-Unis comme dans le monde entier, l'isolement diplomatique des États-Unis (des soutiens de la première heure, comme la Pologne, ont peu à peu pris leurs distances), l'impression de revivre en Irak, toutes proportions gardées, le cauchemar du Vietnam, poussent Barack Obama, qui était dès le départ hostile à l'intervention, à annoncer le retrait des forces armées, comme il l'avait promis durant sa campagne électorale. Évitant toute polémique – il rappelle simplement que la guerre a été l'objet de « controverses » aux États-Unis –, il présente au total l'opération comme une réussite et justifie le retrait par l'accomplissement de la mission initiale. Il appelle cependant, pour l'avenir, à tirer les leçons du conflit.*

- noter et apprendre dates p. 62

- Faire carte mentale ou plan détaillé du cours pp. 64-65